

AVIATION CIVILE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction générale de l'aviation civile

Arrêté du 16 décembre 2014 fixant les conditions de modulation de la prime de redéploiement des compétences instituée par le décret n° 2014-1222 du 21 octobre 2014

NOR : DEVA1428127A

(Texte non paru au *Journal officiel*)

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,

Vu le décret n° 2014-1222 du 21 octobre 2014 instituant une prime de redéploiement des compétences et une allocation d'aide à la mobilité du conjoint au sein de la direction générale de l'aviation civile;

Vu l'arrêté du 21 octobre 2014 fixant le montant de la prime de redéploiement des compétences et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint instituées par le décret n° 2014-1222 du 21 octobre 2014;

Vu l'arrêté du 21 octobre 2014 fixant les opérations de restructuration de service au sein de la direction générale de l'aviation civile ouvrant droit à la prime de redéploiement des compétences instituée par le décret n° 2014-1222 du 21 octobre 2014 et précisant la période durant laquelle cette prime peut être allouée aux personnels concernés,

Arrête :

Article 1^{er}

Les montants de la prime de redéploiement des compétences instituée par le décret du 21 octobre susvisé pouvant être attribuée aux fonctionnaires, aux agents non titulaires de droit public et aux personnels ouvriers de l'État en fonction dans les services de la direction générale de l'aviation civile ou de l'École nationale de l'aviation civile, mutés ou déplacés dans le cadre d'opérations de restructuration des services mentionnés dans l'annexe de l'arrêté du 21 octobre 2014 susvisé, sont fixés ainsi qu'il suit :

1° En cas de changement du lieu de travail de l'agent entraînant un changement de résidence familiale, sous réserve que le trajet aller-retour entre la résidence familiale initiale et le nouveau lieu de travail soit allongé d'une distance égale ou supérieure à vingt kilomètres :

- a) Agent sans enfant : 21 000 €;
- b) Agent ayant un ou deux enfants à charge au sens de la législation sur les prestations familiales : 23 100 €;
- c) Agent ayant au moins trois enfants à charge au sens de la législation sur les prestations familiales : 25 000 €.

2° En cas de changement de lieu de travail de l'agent, sans changement de résidence familiale :

- a) Si le trajet aller-retour entre la résidence familiale et le nouveau lieu de travail est allongé d'une distance égale ou supérieure à vingt kilomètres et inférieure à quarante kilomètres : 3 500 €;
- b) Si cette distance est égale ou supérieure à quarante kilomètres et inférieure à soixante kilomètres : 7 000 €;
- c) Si cette distance est égale ou supérieure à soixante kilomètres :
 - célibataire sans enfant à charge : 14 000 €;
 - autres : 21 000 €.

Article 2

Le directeur général de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Fait le 16 décembre 2014.

Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice des personnels,
M. PREUX